

## Le virus des Jeux Olympiques d'hiver



La durabilité est la grande perdante : l'organisation des Jeux Olympiques entraîne avant tout des coûts élevés et oblige à construire de nouveaux sites de compétition (Sotchi 2014). © Ken Yee

Plusieurs régions alpines envisagent de se porter candidates à l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver, notamment les Grisons/CH et Innsbruck/A. Elles invoquent « l'Agenda 2020 », qui fait de nombreuses promesses qu'il peine à tenir.

Trois ans après le dernier échec dans les urnes, les organisations professionnelles et le canton suisse des Grisons préparent déjà la prochaine candidature aux Jeux Olympiques. Les électeurs seront appelés à se prononcer en février 2017. Les cantons de Vaud et du Valais ont eux aussi manifesté leur intention de participer à la course à l'organisation des Jeux Olympiques. Deux autres initiatives demandent que les Jeux d'hiver soient organisés par le pays entier. La fièvre olympique ne se limite pas à la Suisse : Innsbruck réalise actuellement une étude de faisabilité en vue d'une éventuelle candidature commune des régions du Tyrol, du Tyrol du Sud/Haut-Adige et du Trentin.

**Accueil tiède de la population**

Les organisations touristiques et professionnelles ont beau rêver de gloire olympique et d'une manne de recettes touristiques, les jeux n'ont pas l'aval de la population. Les candidatures des Grisons, de Munich, de Cracovie, de Barcelone et de Stockholm aux Jeux 2022 ont échoué face à la résistance de la population, qui craignait avant tout une surenchère financière et un manque de durabilité dans la construction des nouveaux sites de compétition.

**Des coûts et des risques élevés**

Pour les initiateurs de « Grisons 2026 », les Jeux devront avant tout permettre d'augmenter les recettes dans un secteur touristique qui bat de l'aile. Le tourisme d'hiver, en particulier, est confronté à une situation difficile liée à plusieurs facteurs : changement climatique, baisse de fréquentation des stations de ski, franc fort. Or, les expériences du passé ont montré que les Jeux Olympiques coûtent en général plus cher que ce qu'ils ne rapportent. Depuis 1964, le budget des Jeux Olympiques d'hiver a été dépassé en moyenne de 137 %. Aucune étude scientifique n'a pu identifier des effets positifs à long terme des Jeux Olympiques sur la situation économique de Lillehammer, Calgary et Albertville. Au contraire : les Jeux représentent un risque financier important pour le pays organisateur et l'obligent à signer des contrats léonins avec le Comité International Olympique. La CIPRA souligne ces éléments dans son dossier spécial sur les Jeux Olympiques, qui présente une synthèse des expériences en matière de Jeux Olympiques d'hiver dans les Alpes.

« L'Agenda 2020 » est un prétexte

Après le retrait des candidatures à l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver 2022, seuls deux candidats sont restés en lice : les dictatures du Kazakhstan et de la Chine. Le CIO a adopté en 2014 la réforme « Agenda olympique 2020 », destinée à polir l'image écornée du CIO. La nouveauté des 40 recommandations adoptées se traduit essentiellement par l'utilisation fréquente du mot « durabilité ». Elles ne contiennent aucun changement fondamental en matière de durabilité économique, écologique et sociale. Barbara Wülser, directrice adjointe de CIPRA International, le souligne : « Avant que l'on puisse discuter d'une nouvelle édition des Jeux dans les Alpes, il faudra d'abord que le CIO remanie de fond en comble ses règlements et ses structures, qu'il garantisse les valeurs fondamentales de la démocratie dans les pays organisateurs et qu'il tienne compte des principes du développement durable dans la planification et la réalisation des Jeux Olympiques d'hiver. »

Sources et informations :

[www.nolympia.de/2014/11/40-empfehlungen-wie-das-ioc-seinen-geschaeftsumfeld-erweitern-will](http://www.nolympia.de/2014/11/40-empfehlungen-wie-das-ioc-seinen-geschaeftsumfeld-erweitern-will) (de), [www.nolympia.de/grunde-gegen-olympia-2018/vertrage-des-ioc/](http://www.nolympia.de/grunde-gegen-olympia-2018/vertrage-des-ioc/) (de), [www.olympia-nein.ch/go/aktuelles/meldungen/spqr.php](http://www.olympia-nein.ch/go/aktuelles/meldungen/spqr.php) (de), [www.olympia-nein.ch/go/argumente/wunsch-oder-wirklichkeit.php](http://www.olympia-nein.ch/go/argumente/wunsch-oder-wirklichkeit.php) (de), [www.nzz.ch/schweiz/olympische-winterspiele-2026-noch-vier-projekte-im-rennen-ld.115605](http://www.nzz.ch/schweiz/olympische-winterspiele-2026-noch-vier-projekte-im-rennen-ld.115605) (de), [www.cipra.org/fr/dossiers/les-jeux-olympiques](http://www.cipra.org/fr/dossiers/les-jeux-olympiques)

## Point de vue : l'adaptation au changement climatique est inévitable



Wolfgang Pfefferkorn, Chargé de mission énergie-climat © CIPRA International

Malgré les progrès réalisés dans la politique climatique internationale, la hausse des températures est inéluctable. S'adapter aujourd'hui permettra d'économiser à l'avenir, affirme Wolfgang Pfefferkorn, chargé de mission climat et énergie de CIPRA International. Les régions alpines montrent l'exemple.

Du 7 au 18 novembre 2016, la communauté internationale réunie au Maroc a négocié, dans le cadre de la conférence climatique internationale COP22 à Marrakech, l'application de l'accord de Paris sur le climat. La conférence s'est terminée sur une note positive. Pourtant, même si l'on réussit à limiter à l'avenir le réchauffement de la planète, le changement climatique est inéluctable. Il n'y aura donc pas d'autre solution que de s'adapter aux nouvelles conditions climatiques.

Les conditions climatiques vont changer aussi dans les Alpes : les températures continuent d'augmenter, la quantité de neige diminue, la limite de l'enneigement naturel remonte, et il y aura moins d'eau disponible en été dans les Alpes méridionales.

Les villes, villages et territoires, les agriculteurs et les exploitants forestiers, ou encore les entreprises touristiques, pour ne citer que quelques-uns des acteurs concernés, doivent réagir. Plus tôt ils le feront, mieux ce sera et moins le coût sera élevé. Ce que nous ne faisons pas aujourd'hui en matière d'adaptation au changement climatique nous coûtera en effet beaucoup plus cher demain.

Certains territoires des Alpes l'ont déjà compris. L'un de ces territoires est la Surselva, dans le canton suisse des Grisons. Dans le cadre d'un processus participatif, les responsables de différents secteurs ont engagé une réflexion sur la manière de composer à l'avenir avec un contexte climatique en changement, et ont développé une boîte à outils pour répondre à ces enjeux. Ainsi, l'adaptation au changement climatique peut être un moteur de l'innovation régionale.

La plupart des États alpins ont élaboré des stratégies d'adaptation nationales, et commencent à lancer des programmes d'application au niveau régional et local pour donner une assise à cette thématique : le changement climatique est un sujet qui nous concerne tous !

Parmi les exemples réussis, on citera le programme pilote de l'Office suisse de l'Environnement (OFEV) et le nouveau programme autrichien pour les territoires modèles en matière d'adaptation au changement climatique (KLAR).

N'oublions toutefois pas une chose : toutes bien intentionnées qu'elles soient, les politiques d'adaptation ne doivent pas nous amener à négliger les efforts en matière de lutte contre le changement climatique, et donc de réduction des gaz à effet de serre !

Sources et informations :

[www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/cca-toolbox](http://www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/cca-toolbox), [www.cipra.org/fr/positions/protéger-le-climat-maintenant](http://www.cipra.org/fr/positions/protéger-le-climat-maintenant), [www.bafu.admin.ch/klima/13877/14401/14913/index.html?lang=fr](http://www.bafu.admin.ch/klima/13877/14401/14913/index.html?lang=fr), [www.umweltfoerderung.at/betriebe/klimawandelanpassungsmodellregionen-klar.html](http://www.umweltfoerderung.at/betriebe/klimawandelanpassungsmodellregionen-klar.html) (de)

## Des communes et des jeunes : « Ensemble, nous sommes plus forts ! »



Dans le cadre du forum de clôture du projet YouTurn, des jeunes ont échangé sur les possibilités d'améliorer la coopération entre les jeunes et les élus. © CIPRA International

De l'aménagement d'un sentier de découverte à l'étude d'un cours d'eau : des jeunes présentent leurs initiatives dans le cadre du forum de clôture du projet YouTurn.

Dans le parc naturel de la Nagelfluhkette en Autriche, des jeunes ont enseigné pendant toute une journée à des primaires et étudié avec eux la vie dans un cours d'eau. En France, à L'Argentière-la-Bessée, d'autres jeunes ont participé à l'aménagement d'un sentier de découverte reliant la ville à une mine d'argent réputée. Ces initiatives constituent avec d'autres les résultats du projet transalpin YouTurn de CIPRA International. Une trentaine de jeunes de 14 à 17 ans et leurs accompagnateurs se sont retrouvés lors du forum final du projet à Chambéry/F pour échanger sur les possibilités d'améliorer la participation des jeunes dans leurs communes.

Le Maire de Chambéry, Michel Dantin, a loué l'engagement des jeunes : « En participant à ce projet, ils ont découvert les enjeux auxquels sont confrontés l'Europe et les Alpes, mais aussi la diversité culturelle. » Les jeunes ont tiré eux aussi un bilan positif de la coopération. Ils ont beaucoup apprécié en particulier de pouvoir s'encourager mutuellement à s'impliquer plus fortement dans leur commune. Simon Lässer, 16 ans, du territoire de la Nagelfluhkette, résume l'esprit de la rencontre : « Ensemble, nous sommes plus forts ! »

Avec YouTurn, CIPRA International encourage la participation active des jeunes dans les communes, favorise le transfert de connaissances et renforce la coopération entre les jeunes et les élus. Le projet est financé par le programme européen Erasmus+.

## La CIPRA bien positionnée avec de nouveaux projets



Le projet PlurAlps cherche des solutions aux défis démographiques tels que le vieillissement et le déclin de la population. © kallejipp photocase.de

Migration, participation des jeunes, transports, aménagement du territoire : CIPRA International a reçu récemment des confirmations de financement pour des projets dédiés à ces thématiques. Tour d'horizon.

Le comité du programme européen Espace Alpin, le principal programme de financement pour les Alpes, a récemment sélectionné 23 des 113 dossiers présentés. CIPRA International est partenaire de trois de ces projets : PlurAlps, GaYA et AlInnoCT. Elle réalise en outre son propre projet WorthWild.

Les thématiques concernées sont aussi variées que le nom des projets. PlurAlps identifie les opportunités liées aux migrations, à la diversité culturelle et au pluralisme dans les Alpes. CIPRA International est responsable de la communication du projet et participe au transfert des résultats aux décideurs politiques. La CIPRA développe en outre un projet pilote qui met en relation les migrations et le développement écologique.

« Alpine Innovation for Combined Transport » (AlInnoCT) vise à réduire les impacts négatifs du transport routier transalpin de marchandises tels que le bruit et les émissions nocives. CIPRA International réunit dans des « dialog-events » tous les acteurs concernés et les invite à définir et à mettre en œuvre en commun des solutions techniques et non techniques dans le cadre d'une démarche participative.

Le projet « Governance and Youth in the Alps » (GaYA) a pour objet les processus démocratiques : il vise à augmenter les compétences des institutions publiques en matière de participation des jeunes aux processus de décision. Le projet prévoit en particulier le développement d'une « boîte à outils » proposant des méthodes et des instruments pratiques sur le thème de la participation.

WorthWild se penche sur la gestion des espaces peu aménagés des Alpes. Ces espaces ont une grande valeur pour la biodiversité et la régulation du climat et doivent être préservés par le biais d'instruments d'aménagement territorial adéquats. CIPRA International est chef de file du projet et se chargera entre autres de développer et de tester de nouvelles méthodes de diffusion des connaissances et de sensibilisation. WorthWild est en partie financé par la Fondation Paul-Schiller.

Sources et informations :

[www.alpine-space.eu/news-details/748](http://www.alpine-space.eu/news-details/748) (en)

[www.cipra.org/fr/cipra/international/projets](http://www.cipra.org/fr/cipra/international/projets)

## La forêt slovène en péril



Une forêt d'épicéas ravagée par le bostryche. © TCM1003/flickr

Les forêts slovènes sont frappées par la plus grande invasion de bostryche depuis des années. Des experts parlent d'un désastre écologique et financier pour plus de la moitié du patrimoine forestier dans l'ensemble du pays.

La multiplication extrêmement rapide du bostryche en Slovénie s'explique par une combinaison de plusieurs facteurs. En janvier 2014, une tempête hivernale exceptionnelle assortie à une pluie givrante a endommagé de nombreux arbres. Les bostryches s'attaquent de préférence aux arbres affaiblis ou morts. Les arbres actuellement les plus touchés sont les épicéas, qui sont exploités dans des forêts en monoculture. Le milieu forestier présente ainsi une moindre résistance aux attaques du coléoptère. Le bois sur pied bostryché devrait être enlevé rapidement avant l'éclosion de la génération suivante. Par manque de temps et de main d'œuvre, la Slovénie n'a pas pu réagir assez rapidement au cours des deux dernières années. Cette année encore, on a coupé cinq à six fois plus d'arbres contaminés que dans une année normale. Cela n'a pas suffi pour contenir le fléau. Les terrains inaccessibles sont cartographiés en Slovénie en partie par des drones ; c'est un travail qui demande malgré tout beaucoup de temps et de main-d'œuvre, la moitié du territoire slovène étant recouverte de forêts.

Le changement climatique joue aussi un rôle dans la propagation du bostryche. Les coléoptères s'acclimatent désormais à des altitudes de 1000 mètres et plus. Ils peuvent pondre plus souvent, survivent mieux aux températures hivernales plus clémentes et peuvent ainsi attaquer de nouveaux arbres dès le printemps. Après des événements météorologiques extrêmes tels que les tempêtes ou les périodes de sécheresse, les risques d'épidémie sont très élevés.

Le Ministère slovène de l'agriculture, de la forêt et de l'alimentation et l'Institut forestier slovène ont mis en place des groupes d'experts chargés d'étudier le problème. Un premier pas a été fait avec l'adaptation d'une loi destinée à accélérer les procédures d'autorisation de coupe dans les forêts atteintes.

Sources et informations

[www.stmelf.bayern.de/wald/waldschutz/borkenkaefer/](http://www.stmelf.bayern.de/wald/waldschutz/borkenkaefer/) (de), [www.rtvslj.si/okolje/novice/zaradi-napada-podlubnikov-bo-tudi-letos-posekanih-dva-milijona-kubicnih-metrov-lesa/399898](http://www.rtvslj.si/okolje/novice/zaradi-napada-podlubnikov-bo-tudi-letos-posekanih-dva-milijona-kubicnih-metrov-lesa/399898) (sl), [www.rtvslj.si/okolje/novice/gozdari-govorimo-o-stoletnem-napadu-podlubnikov/400036](http://www.rtvslj.si/okolje/novice/gozdari-govorimo-o-stoletnem-napadu-podlubnikov/400036) (sl), [www.zgs.si/fileadmin/zgs/main/img/PDF/LETNA\\_POROCILA/2015\\_Porocilo\\_o\\_gozdovih.pdf](http://www.zgs.si/fileadmin/zgs/main/img/PDF/LETNA_POROCILA/2015_Porocilo_o_gozdovih.pdf)(sl)

## Rénover et construire avec le cœur et l'esprit



Pour le plaisir de l'esprit et des sens : « Constructive Alps » recherche les bâtiments les plus esthétiques et les plus respectueux du climat dans les Alpes. © L. Henriod

Le Liechtenstein et la Suisse ont lancé la quatrième édition du prix d'architecture « Constructive Alps » avec le soutien de CIPRA International. Le concours s'adresse à des projets de rénovation ou de construction dans l'Arc alpin alliant esthétique et durabilité.

Les exigences que doit remplir un projet de construction durable dans les Alpes sont multiples. Elles relèvent d'aspects tels que la desserte de l'immeuble par les transports publics, le choix de matériaux écologiques, un mode de construction sobre en énergie et peu gourmand en surface, mais aussi d'aspects culturels et sociaux. Ce sont quelques-uns des critères retenus par le jury de « Constructive Alps », dont les membres sont issus de tous les pays alpins. Le prix récompense des bâtiments à la fois esthétiques et représentatifs d'une approche holistique de la durabilité – tant dans le processus que dans le bâtiment fini.

« Constructive Alps » est le fruit d'une coopération entre plusieurs ministères, institutions éducatives et culturelles et organisations non gouvernementales des Alpes. La Suisse travaille étroitement avec le Liechtenstein, initiateur du prix. L'université du Liechtenstein et le Musée alpin suisse sont également impliqués. La CIPRA apporte un soutien technique et organisationnel à « Constructive Alps ». Les dossiers des projets de construction et de rénovation déposés jusqu'au 20 janvier 2017 via un formulaire en ligne.

Sources et informations: [www.constructivealps.net/fr](http://www.constructivealps.net/fr)

## Adieu à l'extension de l'Alemagna



La construction de nouvelles routes de transit transalpines est contraire à la Convention alpine et aux objectifs internationaux en

L'appel de la CIPRA contre l'aménagement de nouveaux axes de transit transalpins a été entendu : le Parlement européen a rejeté les passages incriminés dans un rapport.

La commission des transports du Parlement européen avait soumis au vote en plénière un rapport qui prévoyait entre autres la prolongation de l'autoroute Alemagna, destinée à devenir une nouvelle voie de transit transalpine entre Munich/D et Venise/I. Début octobre, CIPRA International, CIPRA Tyrol du Sud, CIPRA Italie et CIPRA Autriche ont adressé un courrier aux membres de la commission des transports et aux parlementaires européens des Alpes, dans lequel elles appelaient à rejeter les passages du rapport visant à mettre en place un cadre pour autoriser la construction de nouvelles voies de transit transalpines.

L'une des raisons qui plaident contre l'adoption de ces passages du rapport est le fait que la Commission européenne a ratifié avec les pays alpins la Convention alpine et le protocole Transports. Ce protocole interdit expressément la construction de nouvelles routes à grand débit pour le trafic transalpin (art. 11, paragraphe 1). Un autre point contesté était le lien établi entre les nouveaux projets d'infrastructure routière et la Stratégie

matière de protection du climat. © dmytrok\_flickr1 de l'Union européenne pour la région alpine (Suera). Le rapport justifiait l'extension de l'autoroute Alemagna par le développement socio-économique de la partie orientale de la Suera.

Le Parlement européen a rejeté à une grande majorité les passages incriminés du rapport. La mobilisation commune des représentations de la CIPRA a donc porté ses fruits et empêché la mise en place d'un cadre autorisant la construction de nouvelles routes de transit transalpines. Andreas Pichler, directeur de CIPRA International, se félicite des résultats sans équivoque du vote : « Je me réjouis que le projet soit enterré et que la Suera ne soit pas utilisée abusivement pour ouvrir les portes à la construction de nouvelles liaisons routières à travers les Alpes. »

Sources et informations :

<http://corrierealpi.gelocal.it/belluno/cronaca/2016/10/26/news/il-parlamento-europeo-boccia-la-a27-1.14307870> (it) [www.ansa.it/europa/notizie/rubriche/europa\\_delle\\_regioni/2016/10/25/europarlamento-vota-contro-prolungamento-a27-alemagna\\_cbb0a338-b062-47c5-976f-08f4c9b1d331.html](http://www.ansa.it/europa/notizie/rubriche/europa_delle_regioni/2016/10/25/europarlamento-vota-contro-prolungamento-a27-alemagna_cbb0a338-b062-47c5-976f-08f4c9b1d331.html) (it), [www.stol.it/Artikel/Politik-im-Ueberblick/Lokal/Alemagna-Autobahn-Vorstoesse-aus-dem-Veneto](http://www.stol.it/Artikel/Politik-im-Ueberblick/Lokal/Alemagna-Autobahn-Vorstoesse-aus-dem-Veneto(de))(de), [www.alpconv.org/fr/convention/protocols/Documents/transports\\_fr.pdf](http://www.alpconv.org/fr/convention/protocols/Documents/transports_fr.pdf), [www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&mode=XML&reference=A8-2016-0282&language=EN#title1](http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&mode=XML&reference=A8-2016-0282&language=EN#title1) (en)

## Comment lutter contre le morcellement des terres ?



L'abandon des terres agricoles est une conséquence du morcellement des propriétés liée au droit successoral dans les Alpes méridionales. © Francesco Pastorelli

Dans de nombreuses régions des Alpes, le morcellement des parcelles est l'une des principales causes de la crise agricole. La région italienne du Piémont tente d'y remédier par une nouvelle loi.

Terrains de trop petite taille, parcelles avec plusieurs propriétaires ou dont les propriétaires sont inconnus : autant de phénomènes qui font que les agriculteurs ne disposent pas de surfaces suffisamment importantes pour leurs exploitations. La conséquence : l'abandon de terres agricoles, la fermeture de paysages et la perte d'opportunités de développement. Le morcellement des parcelles agricoles est lié au droit romain du « partage réel », à savoir le partage à parts égales de l'exploitation entre tous les héritiers. Il en va autrement dans les régions régies par le droit germanique, qui vise avant tout à conserver le bien familial et endigue la division des exploitations agricoles.

Comme dans les Alpes françaises, où l'État reconnaît depuis quelques temps les associations foncières pastorales, les premières associations foncières agricoles ont été mises en place ces dernières années dans le Piémont à l'initiative de bénévoles. Les membres de ces associations regroupent leurs terres qui sont exploitées collectivement. Ce système permet à une collectivité unique d'exploiter une surface importante de terres pour le compte de nombreux propriétaires. Ces derniers peuvent quant à eux gérer et contrôler l'exploitation par le biais de l'assemblée générale. Les recettes de l'exploitation de ces terres, qui peuvent être données à bail à des tiers, sont utilisées en particulier pour assainir les parcelles en mauvais état, ce qui est souvent le cas lorsqu'elles ont été longtemps laissées à l'abandon.

Fin octobre 2016, le Piémont a été la première région italienne à adopter une loi régionale qui favorise la création de telles associations et les aide à résoudre les problèmes qui peuvent se présenter. Les parcelles en friche ou abandonnées dont les propriétaires sont inconnus sont notamment attribuées à ces associations, qui en assurent l'exploitation.

Sources et informations

[www.regione.piemonte.it/governo/bollettino/abbonati/2016/44/attach/I201621\\_agri.pdf](http://www.regione.piemonte.it/governo/bollettino/abbonati/2016/44/attach/I201621_agri.pdf) [www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000321865&dateTexte](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000321865&dateTexte)  
[www.torinoealpi.it/bando-ricerca-progetti-sul-territorio/](http://www.torinoealpi.it/bando-ricerca-progetti-sul-territorio/)

## La Convention alpine affirme son engagement pour « l'économie verte »



Les pizzoccheri, une spécialité du Val Poschiavo. À l'exception du sel et du poivre, tous les ingrédients proviennent de la vallée. © Graubünden Ferien Gian Giovanoli

Quelle forme devrait prendre une économie soutenable dans les Alpes ? La Conférence alpine a adopté en octobre 2016 à Grassau/D un rapport sur ce thème. La question de la mise en œuvre des éléments de ce rapport se pose.

Imaginons un restaurant de village qui ne proposerait que des plats élaborés avec des ingrédients produits et transformés sur place. Ce restaurant et ce village existent : l'idée de privilégier au maximum les filières régionales a été mise en œuvre dans le Val Poschiavo/CH. Les initiateurs du projet « 100 % Val Poschiavo » ont reçu récemment le prix suisse du tourisme soutenable « Milestone ».

Le 6<sup>ème</sup> Rapport sur l'état des Alpes présente des initiatives de ce type en faveur d'une économie respectueuse du climat et économe en ressources. Le rapport a été rédigé par un groupe d'experts mis en place par la présidence allemande de la Convention alpine 2015/2016. Le rapport montre qu'il existe déjà dans les Alpes de nombreuses pratiques innovantes en matière d'économie soutenable. Il fait la synthèse des connaissances et émet des recommandations en vue de renforcer la qualité de vie des populations alpines grâce à l'économie verte. Les États alpins pourraient aujourd'hui construire sur ces bases, affirme Andreas Pichler, directeur de CIPRA International. Dans le cadre de la Conférence alpine, les représentants des États alpins ont approuvé une déclaration sur le rapport. Andreas Pichler rappelle toutefois qu'il y a encore beaucoup de travail à faire : « Nous espérons que les efforts des États alpins iront plus loin que les principes ancrés dans la déclaration. Il faudra en particulier gérer les conflits entre les tenants d'une économie soutenable et ceux d'une économie exclusivement axée sur la croissance. »

Sources et informations

[www.alpconv.org/fr/organization/groups/economy/default.html](http://www.alpconv.org/fr/organization/groups/economy/default.html), [www.bmub.bund.de/fileadmin/Daten\\_BMU/Download\\_PDF/Europa\\_International/alpenzustandsbericht\\_VI\\_en\\_bf.pdf](http://www.bmub.bund.de/fileadmin/Daten_BMU/Download_PDF/Europa_International/alpenzustandsbericht_VI_en_bf.pdf)(en), [international/int-umweltpolitik/alpenkonvention/aktuelle-meldungen/detailansicht-alpenkonvention/artikel/alpenzustandsbericht/?tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=289](http://international/int-umweltpolitik/alpenkonvention/aktuelle-meldungen/detailansicht-alpenkonvention/artikel/alpenzustandsbericht/?tx_ttnews%5BbackPid%5D=289)(de), [www.bmub.bund.de/presse/pressemitteilungen/pm/artikel/hendricks-alpen-sollen-modellregion-fuer-nachhaltiges-wirtschaften-in-europa-werden/?tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=3503](http://www.bmub.bund.de/presse/pressemitteilungen/pm/artikel/hendricks-alpen-sollen-modellregion-fuer-nachhaltiges-wirtschaften-in-europa-werden/?tx_ttnews%5BbackPid%5D=3503) (de)

Oh...



© Mala C.

Hivers plus cléments, manque de neige, baisse de fréquentation : de nombreuses destinations hivernales des Alpes doivent innover et sont à la recherche d'idées nouvelles.

Une organisation de protection des animaux présente aujourd'hui à la commune d'Arosa/CH une solution sur un plateau d'argent : elle lance un appel d'offres pour la construction d'un parc à ours au cœur de la station afin d'offrir un nouveau refuge à des ours maltraités d'Europe du Sud-ouest. Les habitants d'Arosa n'auront rien à déboursier et leur village sera riche d'une attraction touristique supplémentaire : des animaux indigènes importés, logés dans un enclos au milieu des canons à neige, avec des sommets magnifiques en toile de fond. L'« ours-land » sera implanté partiellement dans une zone de protection pour le captage de l'eau potable : l'eau ne manquera donc pas. Et si cet espace naturel ne suffisait pas aux ours pour vivre ? Par le plus heureux des hasards, Arosa a récemment reçu le prix « Milestone » du tourisme innovant. Non seulement le divertissement des touristes est assuré, mais celui des ours également : le trophée du prix est un bloc de pierre avec lequel ils pourront jouer dans l'enclos. Au moins, les ours ne s'ennuieront pas !

Sources et informations :

[www.srf.ch/news](http://www.srf.ch/news) (de)

[www.suedostschweiz.ch/politik](http://www.suedostschweiz.ch/politik) (de)

## Agenda

**Débat citoyen « Lobbying et transparence en Europe »**, 01.12.2016 18:00 - 22:00, Grenoble/FR. [En savoir plus...](#)

**15èmes Rencontres nationales de la Saisonnalité et de la pluriactivité**, 01.12.2016 - 02.12.2016, Briançon (Hautes-Alpes)/FR. [En savoir plus...](#)

**DÉLIRE dans les Alpes!**, 01.12.2016 - 09.12.2016, Gap/FR, Organisation: Educ'Alpes. [En savoir plus...](#)

**Edition 2016/2017 des Anenight**, 15.12.2016, Grenoble/FR. [En savoir plus...](#)

**1956 : L'Affaire Vincendon & Henry - 60 ans de secours en montagne**, 15.12.2016, Chambéry (Savoie)/FR. [En savoir plus...](#)